

## VIEUX BÂTI À quand la réhabilitation ?

**Taux d'occupation très important, vétusté, incivisme des occupants, humidité, surélévations et extensions, outre les catastrophes naturelles, autant de facteurs qui mettent notre parc immobilier à rude épreuve. Les spécialistes tirent la sonnette d'alarme : «C'est tout un patrimoine qui est en train de s'effriter.» Pour les experts du CTC, il est temps de penser une nouvelle politique pour préserver le patrimoine immobilier.**

**Wassila Z. - Alger (Le Soir) -** Réunis hier au forum d'El Moudjahid, ces derniers ont mis en exergue l'état du parc immobilier national, et celui de la capitale de manière spécifique. On parle d'immeubles entiers menaçant ruine et représentant un danger permanent pour leurs occupants.

La réhabilitation, elle, se fait toujours attendre. Abdelhamid Boudaoud, président du Collège national des experts architectes (Cnea), a estimé que «notre pays dispose de tout l'arsenal juridique se rapportant à la construction». Pourtant, nul n'a pensé à l'instauration d'une grille de durée de vie et composantes de bâtiment ni d'une grille de vétusté. Ce dernier a suggéré la création d'une agence nationale de l'amélioration de l'habitat.

La réhabilitation du vieux bâti devrait constituer une réelle préoccupation pour les responsables. «Chaque commune doit réhabiliter un certain pourcentage de ses logements avant de construire du neuf. Au-delà de 10 ans, un logement est considéré vétuste», souligne-t-il.

Le taux d'occupation par logement très élevé est une des principales causes de la détérioration du bâti. Néanmoins, il est considéré comme un point important dans la prévention des risques. A ce sujet, on relèvera que le taux d'occupation par logement classa la commune de Sidi-M'hammed et celle du Grand-Alger en tête de liste avec 9 %, suivies par El-Madania, Hussein-Dey, Belouizdad et Bab-El-Oued avec un taux de 5 %. Il suggérera la mise en place de nouvelles mesures réglementaires, à savoir l'application d'une taxe d'habitation pour les logements inoccupés.

Ces taxes varieront entre 10 % et 60 % pour tout propriétaire d'un logement inoccupé. Le président du CNEA n'écarter pas la possibilité de procéder à une mise en demeure au cas où les propriétaires refuseraient de payer la taxe. Il est à noter qu'il existe actuellement au niveau national, 1 175 000 bâtisses non achevées et 1 500 000 autres logements inoccupés. A ce sujet, l'orateur soulignera l'absence de culture de location.

Autre suggestion des experts, la mise en place d'un plan d'action consistant en la dotation des immeubles d'un carnet de santé. «Cette démarche aura pour objet de connaître l'état réel des immeubles, entre autres, la date de construction et la qualité des matériaux de construction», expliquera-t-il.

Dans cette optique, les spécialistes rappellent que quelque 328 000 logements datent d'avant-1962. La vétusté de ces immeubles constitue «un très grand danger que nous sommes en train d'encourir. C'est tout un patrimoine qui est en train de s'effriter», estime Boudaoud.

W. Z.

## RÉALISATION DU PROGRAMME DE DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ

# Sonelgaz rencontre des contraintes difficilement surmontables

**La Société algérienne de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) peine à réaliser son programme de distribution publique de gaz, gênée par des contraintes difficilement surmontables, occasionnant des surcoûts et des retards.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -** Parmi ces contraintes, le directeur général de la Compagnie engineering électricité et gaz (CEEG, filiale de la holding Sonelgaz), Zoubir Boulkroun, a évoqué hier les oppositions des propriétaires de terrains au passage de canalisations et d'ouvrages de gaz par leurs terrains. Que ce soit dans les grandes villes en général ou particulièrement dans le Centre du pays, en Kabylie ou dans la périphérie d'Alger, Sonelgaz arrive difficilement à surmonter les refus fermes de ces propriétaires, en dépit des indemnités et des expertises et contre-expertises agréées. Ce qui pousse la société, en tant que maître d'ouvrage, à opérer des déviations dans des conditions aléatoires parfois.

Une situation qui engendre des surcoûts, des perturbations, des retards dans la réalisation des chantiers lancés. Voire, la démobilisation des entreprises attributaires de marchés et l'arrêt des chantiers dans certaines wilayas. Des contraintes difficilement surmontables même si



Une situation qui engendre l'arrêt des chantiers dans certaines wilayas.

nombre de litiges ont été réglés, dira Zoubir Boulkroun, dans les wilayas d'Alger ou de Blida notamment.

Le directeur général de la CEEG s'exprimait en marge de l'opération d'ouverture de plis d'offres commerciales. Etalée sur deux jours, cette opération porte sur le choix d'entreprises nationales ou de droit algérien pour l'attribution d'antennes de transport de gaz haute pression.

Soit la construction de 1640 kilomètres de réseau transport gaz haute pression, la réalisation de 147 ouvrages représentant 136 distributions publiques

devant alimenter 163 localités, 8 ouvrages de renforcement, alimentation d'un client industriel (RCN) et la réhabilitation de deux gazoducs, Relizane-Alger en 16 pouces et Relizane-Maghnia en 20 pouces.

Les entreprises retenues, sur la base des offres les moins-disantes et selon leurs performances et capacités de réalisation, doivent se fournir en équipements et tubes exclusivement auprès de la Cameg, société filiale de Sonelgaz, et selon des prix fixés. Elles doivent démarrer les travaux dès le second trimestre 2009.

En rappelant que cette opération s'inscrit dans le cadre des divers programmes de distribution publique de gaz lancés au niveau des Hauts-Plateaux et du sud du pays à l'horizon 2011 et pour lesquels une enveloppe globale de 46 milliards de dinars avait été allouée.

A ce propos, le directeur général de la CEEG a précisé que la réalisation d'ouvrages et antennes de plus grande envergure a été confiée aux entreprises publiques Kanaghaz et Cosider notamment.

C. B.

## RACHID HAMADOUCHE, PROFESSEUR SOCIOLOGUE :

# «La modernité n'affaiblit pas le communautarisme»

**«L'organisation communautaire en Algérie» a été le thème central du 6<sup>e</sup> colloque national de sociologie ouvert hier à la faculté de Bouzaréah, à Alger. Comme dans tous les pays du monde où le phénomène est plus ou moins visible, l'Algérie d'aujourd'hui n'échappe pas à la persistance des formes communautaires et d'organisation sociale traditionnelle (arouch, tribus, touiza, azzaba...).**

**Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) -** Pour Rachid Hamadouche, sociologue et professeur à l'université d'Alger, «le poids du communautarisme a toujours existé mais sous un habit moderne». «La modernité n'affaiblit pas les communautés et les liens sociaux mais les modifie sans les faire totalement disparaître», poursuit-il. Il s'agit donc d'un état de «relâchement des réflexes traditionnels susceptibles de ressurgir en de multiples occasions».

Les événements qui ont secoué dernièrement la région de Ghardaïa opposant des communautés distinctes et les luttes tribales qui surviennent sporadiquement dans le fin fond de la steppe algérienne expliquent

cette approche de résurgence du traditionnel. En termes plus simples, Rachid Hamadouche résume cette situation par l'exemple du «jeune Algérien d'aujourd'hui qui a le réflexe «traditionnel» de demander l'avis de son environnement familial avant de se marier».

Si pour certains, la persistance des formes d'organisation communautaire dans les sociétés contemporaines pourrait être considérée comme un archaïsme, un obstacle au progrès, au développement économique et social, voire à la bonne gouvernance, Abderrahman Bouzida souligne au contraire que le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui «du retour progressif au communautarisme» à travers le monde.

Ce professeur explique que «le pouvoir communautaire de par son rôle dans l'affaiblissement du contrôle de l'Etat-nation pourrait mieux s'adapter à la mondialisation».

Ainsi, la permanence des formes communautaires est l'expression de particularismes sociaux dans l'évolution de la société algérienne dans le contexte de la mondialisation.

### De la tribu au pouvoir occulte

Revenant sur l'évolution du communautarisme en Algérie, Abderrahman Bouzida a soutenu que la disparition des grandes tribus dans le Maghreb a provoqué l'apparition de plusieurs petites tribus incapables de se constituer en nation.

«Ce fut un conflit négatif qui a plongé la région dans un état de guerre civile permanente», note le professeur.

Après la période ottomane où les tribus étaient organisées en zaouias destinées à garantir un semblant de «paix sociale»,

la France, à sa colonisation de l'Algérie, a dû organiser les petites tribus dans des villages pour fixer la population et donc mieux la contrôler.

Mais, ni les Ottomans, ni la colonisation française n'ont pu faire disparaître l'esprit communautariste dans la société algérienne.

A l'indépendance, on retrouve durant les premières années post-indépendance l'organisation communautaire dans les gouvernements successifs qui avaient pour point commun d'être «représentatifs des quatre régions du pays».

Actuellement, le travail communautaire prend une nouvelle forme, celle du mouvement associatif organisé en réseaux sociaux très efficaces et qui représentent le «pouvoir occulte». «Une nouvelle forme d'organisation communautaire basée sur le renforcement du capital social et dont le seul but est le partage de la rente», souligne Abderrahman Bouzida.

L. M.